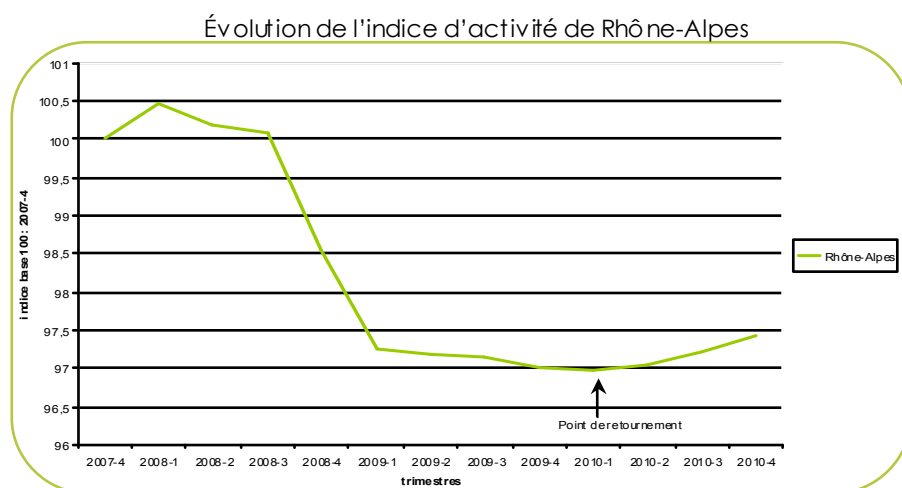


Septembre 2009

La structure économique de Rhône-Alpes amplifie les effets de la crise

L'indice avancé d'activité de septembre élaboré par le Conseil économique et social Rhône-Alpes fait apparaître que la dégradation de l'économie de Rhône-Alpes constatée sur le quatrième trimestre 2008 et le premier trimestre 2009 se ralentit sur le second trimestre 2009. Toutefois, si au niveau national une légère croissance (0,3 %) a été constatée au second trimestre 2009, croissance imputable au relèvement des exportations et au maintien de la consommation des ménages, en Rhône-Alpes la tendance est toujours légèrement négative. L'indice montre que cette tendance se poursuit jusqu'au premier trimestre 2010 suivie par une croissance très faible.



Cependant, l'ensemble des informations apportées par les différents contributeurs révèlent que les secteurs connaissent des évolutions très différentes et contrastées :

- Une évolution plutôt stable voire légèrement positive pour l'industrie agro-alimentaire avec une baisse des cours mais une activité relativement bonne.
- Une dégradation ralentie pour l'industrie des biens d'équipement mais des carnets de commandes qui restent dégarnis, une évolution faible mais positive des services dans leur ensemble, mais des difficultés au niveau des sociétés de conseil en ingénierie et de l'intérim.
- Les acteurs dans leur ensemble constatent une

légère amélioration par rapport à la période précédente mais pas autant que leurs prévisions le laissent apparaître.

- Dans le bâtiment, la baisse constatée au second trimestre en Rhône-Alpes est plus élevée qu'au plan national. Elle se traduit par un maintien de l'activité mais une baisse des prix.
- Les organismes percepteurs des cotisations sociales relèvent des difficultés plus importantes sur le début 2009 et notamment dans le secteur du bâtiment. Les délais minimums nécessaires à la mise en œuvre des projets consécutifs au plan de relance et aux différents plans de soutien font que l'effet levier n'est pas encore à son point optimal notamment dans les travaux publics.

Globalement, l'effet de la modification des délais de règlement et les difficultés d'accès aux crédits des entreprises ont un effet fortement pénalisant sur leur trésorerie, en particulier pour les P M E, ce qui les fragilise davantage.

Les défaillances d'entreprises en Région ont augmenté de 44% selon le cabinet Altarès et de 35 % selon l'assureur crédit Euler Hermes SFAC sur le premier semestre 2009 contre une moyenne nationale de + 20 %.

En terme d'emplois, le nombre de demandeurs d'emploi continue d'augmenter avec +0,6 % en juillet soit une hausse de 25,7 % sur un an contre 19,3 % au plan national. Si le chômage des jeunes diminue légèrement (-0,7 % en juillet mais +39,4% sur

un an), les inscriptions consécutives à un licenciement économique connaissent une nouvelle hausse très importante (+128,6 % sur un an).

L'emploi intérimaire a lui diminué sur un an de 39 % contre 34 % au niveau national. La baisse très forte dans l'industrie (-29%) s'accompagne d'une baisse dans la construction (-12%) et dans les services (-13%). Pour la première fois, en Rhône-Alpes les services et le commerce réunis emploient autant d'intérimaires que l'industrie.

Le CESR constate une nouvelle fois que la dominante industrielle accentue les effets de la crise en Rhône-Alpes.

La construction d'un indicateur régional avancé du CESR Rhône-Alpes :

une innovation méthodologique et des premiers résultats

La démarche du CESR s'est orientée vers la constitution d'un indicateur avancé permettant d'anticiper les points de retournement entre les phases d'expansion et de ralentissement de l'activité économique. Le CESR a souhaité faire évoluer sa contribution annuelle sur la situation économique et sociale vers plus d'anticipation de la conjoncture régionale plutôt qu'une analyse des tendances passées. En fédérant les producteurs régionaux d'information économiques et en s'appuyant sur des économistes experts en prévision économique, le CESR a élaboré un indicateur utile pour l'anticipation économique des acteurs régionaux.

En quoi est-ce une innovation ?

Ce type d'indicateurs n'existe pas dans les régions françaises, très peu en Europe, l'Amérique du Nord utilise ce type d'indicateurs.

PREVECO : groupe de réflexion sur la prévision économique en Rhône-Alpes, issu de la commission « Économie et Emploi ».

Animé par Gilles MAURER

Composition : Sabine BASILI, Michel CATELIN, Francis NAVARRO, Gérard MANCRET, Alain TRICHARD et Michel WEILL, avec l'appui de Jean-François GOUX et Alain SAND, Professeurs des Universités, Université Lumière, GATE CNRS et des principaux producteurs d'information régionale (INSEE, CRCI, Banque de France, DIRECCTE, URSSAF, CDAF, DREAL, CAPEB, SGAR, Lyon Place financière et tertiaire...).

PREVECO / Fiche •02